

No. 42228

**Brazil
and
France**

Supplementary Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil on cooperation in the area of climate change and the development and implementation of projects under the clean development mechanism of the Kyoto Protocol. Paris, 15 July 2005

Entry into force: *15 July 2005 by signature, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Brazil, 3 January 2006*

**Brésil
et
France**

Accord complémentaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil pour la coopération dans le domaine du changement climatique ainsi que le développement et la mise en oeuvre de projets au titre du mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto. Paris, 15 juillet 2005

Entrée en vigueur : *15 juillet 2005 par signature, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Brésil, 3 janvier 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD COMPLÉMENTAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL POUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AINSI QUE LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN OEUVRE DE PROJETS AU TITRE DU MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPEMENT PROPRE DU PROTOCOLE DE KYOTO

Le Gouvernement de la République française (désigné ci-après comme la Partie française), et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (désigné ci-après comme la Partie brésilienne),

Rappelant l'Accord cadre de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil du 28 mai 1996,

Soulignant le besoin de préserver et d'améliorer l'environnement pour les générations actuelles et futures et l'importance du développement durable,

Rappelant que la République française et la République fédérative du Brésil sont Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (ci-après "la Convention") et au Protocole de Kyoto (ci-après "le Protocole"),

Conscients que le caractère planétaire des changements climatiques requiert de tous les pays qu'ils coopèrent le plus possible et participent à une action internationale, efficace et appropriée, selon leurs responsabilités communes mais différenciées, leurs capacités respectives et leur situation sociale et économique,

Rappelant les dispositions de la Convention et notamment les articles 4.3, 4.4, 4.5 et 11.5, qui soulignent l'importance de la coopération entre pays développés et pays en développement pour faire face aux enjeux du changement climatique,

Vu l'article 12 du protocole de Kyoto et la Décision 17 adoptée par la 7^{ème} Conférence des Parties à la Convention (17/CP.7) sur les modalités et procédures de mise en oeuvre du Mécanisme pour un Développement Propre (MDP),

S'engageant à tenir compte de toute décision relative à la mise en oeuvre de l'article 12 du protocole de Kyoto, adoptée par la Conférence des Parties à la convention (CP), la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au protocole (CP/RP) ou par le Conseil Exécutif du MDP,

Considérant que la participation au Mécanisme pour un Développement Propre est volontaire et qu'elle implique une coopération mutuelle et équilibrée,

Considérant que la promotion du MDP apportera une contribution efficace au développement durable et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre,

Désireux d'exprimer une volonté politique de mettre en oeuvre une coopération durable en matière de lutte contre le changement climatique, en favorisant la mise en oeuvre rapide et efficace du MDP,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1. Objectif

1. L'objectif du présent Accord est de favoriser la coopération entre les deux Parties dans le domaine du changement climatique, en instituant un processus de consultations politiques régulières et en appuyant le développement et la réalisation de projets de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de séquestration au Brésil impliquant des opérateurs français et brésiliens, conformément à l'article 12 du protocole de Kyoto, tel qu'il a été adopté le 11 décembre 1997.

2. Comprenant que la délivrance et le transfert d'Unités de Réduction Certifiée des Emissions (URCE) générées par un projet MDP sont de la responsabilité du Conseil Exécutif du MDP (CEMDP) après que la vérification des émissions réduites ait été certifiée par une Entité Opérationnelle Désignée (EOD) et en accord avec les demandes des participants au projet, les deux Parties, une fois qu'un projet MDP potentiel, appuyé par des entités françaises, est enregistré officiellement comme projet MDP auprès du CEMDP et a obtenu des URCE, s'efforceront, si besoin, de faciliter le transfert aux entités françaises de la part agréé avec eux des URCE générées par le projet.

3. Ces activités de projet sont conçues de façon à contribuer au développement durable au Brésil et mis en oeuvre dans un esprit de partenariat entre les Parties.

Article 2. Groupe de travail bilatéral

1. Les Parties mettent en place un groupe de travail bilatéral pour discuter de leurs positions respectives concernant les négociations dans le domaine du changement climatique et appuyer le développement et la mise en oeuvre de projets MDP impliquant des participants des deux pays. Le groupe de travail comprend un point de contact pour chaque Partie, désigné dans les deux mois suivant la signature du présent Accord, ainsi que des représentants des autorités nationales en charge des questions de changement climatique dans les deux pays.

2. Les points de contacts nationaux sont en charge de toutes les questions relatives à la mise en oeuvre du présent Accord dans leurs pays respectifs.

3. Le groupe de travail bilatéral se réunit au moins une fois par an, en marge des conférences des Parties à la Convention ou lors des sessions des organes subsidiaires de la Convention.

Article 3. Champ d'application

1. Promotion des projets MDP : Les décisions relatives à l'approbation d'un projet ainsi qu'à la délivrance et au transfert des URCE correspondantes se font conformément à la décision 17/CP.7 et aux décisions pertinentes prises par la CP, la CP/RP ou le Comité exécutif du MDP. La délivrance d'une lettre officielle d'agrément par le Gouvernement brésilien pour un projet MDP se fait en conformité avec les régulations établies par la Commission

Interministérielle sur le Changement Climatique Global, Autorité Nationale Désignée brésilienne pour le MDP.

2. Les Parties brésilienne et française se tiennent mutuellement informées des dispositions prises pour remplir les obligations prévues par les accords de Marrakech concernant les projets MDP, notamment en ce qui concerne la désignation de l'autorité nationale compétente.

3. Le présent Accord couvre la période comprise entre 2005 et la fin de la première période d'engagement prévue par le Protocole de Kyoto (2012). La limitation de cette période ne remet toutefois pas en cause la possibilité de comptabiliser les réductions d'émission à partir de l'année 2000, conformément à l'article 12.10 du protocole. Les réductions d'émission portant sur périodes d'engagements ultérieures à 2012, qui seront déterminées par les décisions de la CP/RP en accord avec l'article 3.9 du Protocole de Kyoto, peuvent aussi être concernée par le présent Accord, dans la mesure où celui-ci reste en vigueur.

4. Consultations politiques : Les consultations politiques ont lieu au cours des réunions du Groupe de Travail Bilatéral. Les Parties échangent leurs vues au sujet des négociations internationales sur le changement climatique, des politiques nationales et régionales ainsi que des programmes et réglementations dans le domaine du changement climatique.

5. Coopération sur d'autres sujets liés au changement climatique : Un renforcement de la coopération dans d'autres domaines du changement climatique que ceux indiqués ci-dessus est envisagé, notamment en ce qui concerne les sujets en discussion dans le cadre de la Convention.

6. Les Parties s'engagent à poursuivre toute autre forme de collaboration engagée en matière de lutte contre le changement climatique, notamment par l'identification de projets réducteurs d'émissions de gaz à effet de serre au Brésil non générateurs de droits d'émission et la coopération en matière d'énergie, de transport et de gestion des déchets et de foresterie.

Article 4. Obligations de la Partie française concernant les projets MDP

La Partie française, en consultation avec la Partie brésilienne, contribue au développement et à la mise en oeuvre rapide des projets MDP au Brésil :

- a) en favorisant la participation d'opérateurs français au développement et à la mise en oeuvre de projets MDP au Brésil;
- b) en les informant sur le portefeuille de projets MDP potentiels au Brésil;
- c) en les informant sur les conditions techniques, institutionnelles et financières de mise en oeuvre de ces projets;
- d) en facilitant, le cas échéant, le rachat des URCE résultant de ces projets par des acheteurs potentiels.

Article 5. Obligations de la Partie brésilienne concernant les projets MDP

La Partie brésilienne contribue au développement et à la mise en oeuvre rapide de projets MDP :

a) en diffusant aux participants intéressés des informations pertinentes pour l'identification et la formulation de projets MDP;

b) en précisant les lignes directrices, les critères et les procédures nationales d'agrément des projets au titre du MDP et en s'assurant de l'efficacité de la procédure d'approbation, en conformité avec l'article 12 du Protocole et avec les décisions pertinentes prises par la CP, la CP/RP ou le Comité Exécutif du MDP;

c) en diffusant aux entités françaises l'information concernant les exigences et les critères nationaux établis par la Partie brésilienne visant l'approbation nationale des projets;

d) en informant les entités françaises des procédures pour l'approbation formelle des projets qui remplissent les critères nationaux et sont conformes à l'article 12.5 du Protocole de Kyoto et aux décisions pertinentes adoptées par la CP, la CP/RP ou le Comité exécutif du MDP;

e) en informant les opérateurs et les autorités françaises de son portefeuille de projets MDP.

Article 6. Échange d'information et de vues sur les projets MDP

Les points de contacts se rencontrent régulièrement, notamment au cours des réunions du groupe de travail bilatéral, pour discuter des projets MDP. Ils abordent, tout en préservant un degré de confidentialité approprié, les thèmes suivants :

a) les investisseurs et participants potentiels aux projets;

b) l'état de réalisation des projets et des autres activités dont fait l'objet le présent Accord;

c) les sources de financement disponibles pour les projets et le cadre politique nécessaire pour faciliter l'accès à ces financements;

d) les critères, procédures et lignes directrices pour l'approbation des projets MDP;

e) les méthodologies et mécanismes permettant de déterminer les scénarios de référence pour les émissions, l'additionalité des projets, ainsi que le suivi et la vérification des réductions nettes d'émissions de gaz à effet de serre.

Article 7. Droits de propriété intellectuelle

Dans le cas où une activité conjointe implique l'accès, le partage, le transfert ou le développement commun de technologies soumises à brevet ou droit de propriété intellectuelle, cette activité est soumise à la législation nationale pertinente.

Article 8. Règlement des différends

Une interprétation divergente des réglementations internationales ou de points relatifs à des projets spécifiques sont discutés directement et promptement par les points de contact. Dans le cas de différends entre participants à un projet MDP, les Parties feront tout leur possible pour arriver à un consensus.

Article 9. Coûts et dépenses

Cet Accord n'engage aucun coût ni aucune dépense de la part des Gouvernements brésilien et français.

Toute dépense relative à la mise en oeuvre de projets ou à des actions de coopération considérés dans le cadre de cet Accord doit être réglée par un contrat spécifique au projet ou à l'action considérée.

Article 10. Entrée en vigueur, renouvellement, cessation d'application, amendements et ajustements

1. Le présent Accord entre en vigueur dès la date de signature et expire à la fin de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto. L'Accord est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de cinq ans sauf déclaration inverse de l'une des deux Parties dix mois avant la fin d'une période de renouvellement.

L'une des Parties peut cesser d'appliquer le présent Accord si elle en informe par écrit par voie diplomatique l'autre Partie dix mois avant la date de cessation de l'application, pour elle, du présent Accord.

Le présent Accord peut être modifié et complété par les Parties d'un commun accord exprimé par écrit.

2. La réalisation des projets MDP qui ont été agréés par les Parties pendant la période d'application du présent Accord, la propriété des URCE générées par ces projets, conformément aux décisions des contrats de ces projets et en accord avec la législation nationale des participants, et leur validité ne sont pas affectées par la dénonciation du présent Accord.

Fait à Paris, le 15 juillet 2005, en deux exemplaires, chacun en langue française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :
Le Ministre des Affaires Étrangères,
M. PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :
Le Ministre des Relations Extérieures,
M. CELSO AMORIM

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO COMPLEMENTAR ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL E O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA SOBRE COOPERAÇÃO NA ÁREA DE MUDANÇA DO CLIMA E DESENVOLVIMENTO E IMPLEMENTAÇÃO DE PROJETOS NO ÂMBITO DO MECANISMO DE DESENVOLVIMENTO LIMPO DO PROTOCOLO DE QUIOTO

O Governo da República Federativa do Brasil
(doravante denominado a Parte brasileira),

e

O Governo da República Francesa
(doravante denominado a Parte francesa),

Amparados pelo Acordo-Quadro de Cooperação entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República Francesa, de 28 de maio de 1996,

Realçando a necessidade de conservar e melhorar o meio ambiente para a atual e futuras gerações, bem como a importância do desenvolvimento sustentável,

Lembrando que a República Federativa do Brasil e a República Francesa são Partes na Convenção-Quadro das Nações Unidas sobre Mudança do Clima (doravante denominada “a Convenção”) e no Protocolo de Quioto (doravante denominado “o Protocolo”),

Reconhecendo que a natureza global da mudança do clima requer a maior cooperação possível de todos os países e sua participação em uma resposta internacional efetiva e apropriada, conforme suas responsabilidades comuns porém diferenciadas e respectivas capacidades e condições sociais e econômicas,

Recordando as disposições da Convenção, em particular os Artigos 4.3, 4.4, 4.5 e 11.5, que ressaltam a importância da cooperação entre países desenvolvidos e em desenvolvimento para lidar com os desafios postos pela mudança do clima,

Tendo presente o Artigo 12 do Protocolo de Quioto e a Decisão 17, adotada na VII Conferência das Partes na Convenção (17/CP.7), sobre modalidades e procedimentos para a implementação do Mecanismo de Desenvolvimento Limpo (doravante denominado MDL),

Comprometidos a levar em conta todas as decisões relativas à implementação do Artigo 12 do Protocolo de Quioto, adotadas pela Conferência das Partes na Convenção (COP), pela Conferência das Partes na Convenção na qualidade de Reunião das Partes no Protocolo de Quioto (COP/MOP), ou pelo Conselho Executivo do MDL,

Considerando que a participação no Mecanismo de Desenvolvimento Limpo é voluntária e que implica cooperação mútua e equilibrada,

Considerando que a promoção do MDL trará uma contribuição efetiva para o desenvolvimento sustentável e para a redução das emissões de gases de efeito estufa,

Expressando a vontade política de desenvolver um processo duradouro de cooperação em questões relacionadas à mudança do clima, favorecendo a implementação diligente e efetiva do Mecanismo de Desenvolvimento Limpo,

Acordam o seguinte:

ARTIGO 1 Objetivo

1. O objetivo deste Acordo é fomentar a cooperação entre o Brasil e a França na área de mudança do clima, mediante o estabelecimento de um foro para consultas políticas bilaterais regulares, assim como estimular o desenvolvimento e implementação, por participantes brasileiros e franceses, de atividades de projeto no âmbito do Mecanismo de Desenvolvimento Limpo, de acordo com o Artigo 12 do Protocolo de Quioto, tal como adotado em 11 de dezembro de 1997 (doravante denominadas “atividades de projeto MDL”).

2. Entendendo que a expedição e transferência de Reduções Certificadas de Emissões (doravante denominadas RCEs) geradas por um projeto MDL é responsabilidade do Conselho Executivo do MDL, após cada verificação de redução de emissões ser certificada por uma Entidade Operacional Designada (doravante denominada DOE) e conforme solicitado pelos participantes do projeto, quando os potenciais projetos MDL apoiados por operadores franceses forem oficialmente registrados como projetos MDL pelo Conselho Executivo do MDL e obtiverem as RCEs, as duas Partes empenhar-se-ão, quando necessário, para facilitar a transferência para entidades francesas das parcelas acordadas de Reduções Certificadas de Emissões geradas por essas atividades de projeto.

3. Essas atividades de projeto são concebidas de maneira a contribuir para o desenvolvimento sustentável no Brasil e implementadas em um espírito de parceria entre as Partes.

ARTIGO 2
Grupo de Trabalho Bilateral

1. As Partes concordam em estabelecer um grupo de trabalho bilateral para trocar pontos de vista sobre assuntos políticos relacionados às negociações sobre mudança do clima, assim como para trocar informações e fomentar o desenvolvimento e a implementação de projetos MDL envolvendo participantes de ambos países. O Grupo de Trabalho deverá compreender um Ponto Focal de cada Parte, a ser designado no prazo de dois meses após a assinatura deste Acordo, assim como representantes de entidades governamentais encarregadas de assuntos ligados à mudança do clima nos dois países.
2. Os pontos focais serão responsáveis por todos assuntos relacionados à implementação deste Acordo em seus respectivos países.
3. O Grupo de Trabalho Bilateral deverá reunir-se ao menos uma vez por ano, à margem das Conferências das Partes na Convenção ou das sessões dos Órgãos Subsidiários da Convenção.

ARTIGO 3
Escopo

1. Promoção de projetos MDL: decisões relacionadas à aprovação de um projeto, à emissão ou transferência de RCEs correspondentes deverão ser tomadas de acordo com a decisão 17/CP.7, outras decisões relevantes adotadas pela COP, COP/MOP ou pelo Conselho Executivo do MDL. A emissão de cartas de aprovação para os projetos pelo Governo brasileiro será feita em conformidade com os regulamentos estabelecidos pela Comissão Interministerial sobre a Mudança Global do Clima, a Autoridade Nacional Designada do Brasil para o MDL.
2. As Partes brasileira e francesa deverão informar uma à outra sobre as disposições adotadas com vistas a cumprir as obrigações estabelecidas pelos Acordos de Marraqueche referentes a projetos MDL, em especial com relação à designação de autoridades nacionais competentes.
3. O presente Acordo abrange o período entre 2005 e o final do primeiro período de cumprimento do Protocolo de Quioto (2012). A limitação desse período não exclui a possibilidade de se contabilizar reduções de emissões desde o ano 2000, de acordo com o artigo 12.10 do Protocolo. Reduções de emissões referentes a períodos de cumprimento subsequentes, a serem determinados por decisões da COP/MOP, de acordo com o artigo 3.9 do Protocolo, também poderão ser objeto desse Acordo, enquanto ele estiver em vigor.
4. Consultas políticas: as consultas políticas deverão ocorrer durante reuniões do Grupo de Trabalho Bilateral. As Partes poderão trocar pontos de vista sobre negociações internacionais sobre mudança do clima, políticas nacionais e regionais assim como programas e regulações na área de mudança do clima.

5. Cooperação em outras questões relacionadas à mudança do clima: o reforço da cooperação em áreas relacionadas à mudança do clima, que não aquelas indicadas acima, também é vislumbrado, especialmente com referência a temas em discussão no marco da Convenção.

6. As Partes comprometem-se a perseguir todas as formas de colaboração em temas relacionados à mudança do clima, especialmente por meio da identificação de projetos de redução de emissões de gases de efeito estufa no Brasil que não gerem direitos de emissão, assim como a cooperação em matéria de energia, transportes, gestão de resíduos e atividades florestais.

ARTIGO 4

Obrigações da Parte francesa em relação aos projetos MDL

A Parte francesa, em consulta com a Parte brasileira, contribuirá para o desenvolvimento e a diligente implementação de projetos MDL no Brasil:

- a) favorecendo a participação de operadores franceses no desenvolvimento e implementação de projetos MDL no Brasil;
- b) informando os operadores franceses sobre o portfólio de potenciais projetos MDL no Brasil;
- c) informando-os sobre as condições técnicas, institucionais e financeiras para a implementação de tais projetos;
- d) facilitando, quando for o caso, a compra de RCEs resultantes de tais projetos por parte de potenciais compradores.

ARTIGO 5

Obrigações da Parte brasileira em relação aos projetos MDL

A Parte brasileira contribuirá para o desenvolvimento e a implementação diligente de projetos MDL:

- a) fornecendo a potenciais participantes interessados informações relevantes para a identificação e a formulação de projetos MDL;
- b) especificando as diretrizes, os critérios e os procedimentos nacionais para aprovação de projetos MDL, bem como garantindo a eficiência de tais procedimentos, de acordo com o Artigo 12 do Protocolo e com as decisões relevantes da COP, da COP/MOP e do Conselho Executivo do MDL;
- c) divulgando a operadores franceses informação referente a requisitos e critérios estabelecidos pela Parte brasileira para a aprovação de projetos no nível nacional;

- d) fornecer informação sobre os procedimentos e processos para a aprovação formal de projetos que cumpram os critérios nacionais e que estejam em conformidade com o Artigo 12.5 do Protocolo de Quioto e decisões relevantes adotadas pela COP, pela COP/MOP e pelo Conselho Executivo do MDL;

- e) informando seu portfólio de potenciais projetos MDL aos operadores e autoridades franceses.

ARTIGO 6

Intercâmbio de informação e pontos de vista sobre atividades de projetos MDL

Os Pontos Focais deverão trocar informações e pontos de vista, durante as reuniões do Grupo de Trabalho Bilateral e de forma regular, sobre os seguintes aspectos relacionados a atividades de projeto MDL, preservando, ao mesmo tempo, o nível adequado de confidencialidade:

- a) investidores potenciais e participantes de projetos;

- b) o andamento de projetos e outras atividades desenvolvidas sob o presente Acordo;

- c) fontes de financiamento para projetos e o conjunto de políticas necessárias para facilitar o acesso a essas fontes;

- d) critérios de projeto, procedimentos de aprovação e diretrizes aplicáveis a projetos MDL;

- e) metodologias e mecanismos para a determinação de linhas de base de emissões e adicionalidade dos projetos, bem como para o monitoramento e verificação de reduções líquidas de emissões de gases de efeito estufa.

ARTIGO 7

Direitos de propriedade intelectual

Caso alguma atividade conjunta envolva acesso, compartilhamento, transferência ou desenvolvimento conjunto de tecnologia sujeita a patentes ou direitos de propriedade intelectual, essa atividade estará sujeita à legislação nacional relevante.

ARTIGO 8
Solução de controvérsias

Interpretações divergentes com respeito a normas internacionais ou questões relativas a projetos específicos deverão ser discutidas diretamente e de forma expedita entre os Pontos Focais. Em caso de controvérsias entre participantes de projetos MDL, as Partes realizarão seus melhores esforços para alcançar consenso.

ARTIGO 9
Custos e despesas

Este Acordo não deverá gerar qualquer custo ou despesa aos Governos do Brasil e da França. Qualquer custo relacionado à implementação de projetos ou atividades de cooperação consideradas no marco deste Acordo deverão ser regulados por contratos específicos a esses projetos ou atividades.

ARTIGO 10
Entrada em vigor, renovação, denúncia, emendas e ajustes

1. O presente Acordo entra em vigor na data de sua assinatura e expira ao final do Primeiro Período de Cumprimento do Protocolo de Quioto. O Acordo será renovado por consentimento tácito por períodos subseqüentes de cinco anos, salvo se uma das Partes manifestar intenção em contrário, por escrito e por via diplomática, até dez meses antes do final de um dos períodos de renovação.
2. O presente Acordo poderá ser modificado ou completado com o mútuo consentimento por escrito das Partes.
3. A implementação de projetos MDL acordados pelas Partes durante o período de aplicação do presente Acordo, a propriedade, conforme decidida nos contratos desses projetos e de acordo com as legislações nacionais dos participantes, e a validade das unidades de RCE geradas por tais projetos não serão afetadas pela denúncia do presente Acordo.

Feito em Paris, em 15 de julho de 2005, em dois exemplares, em língua portuguesa e francesa, os dois textos sendo igualmente autênticos.

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL
CELSO AMORIM
Ministro de Estado das Relações Exteriores

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCESA
THIERRY BRETON
Ministro da Economia e das Finanças

[TRANSLATION - TRADUCTION]

SUPPLEMENTARY AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL ON COOPERATION IN THE AREA OF CLIMATE CHANGE AND THE DEVELOPMENT AND IMPLEMENTATION OF PROJECTS UNDER THE CLEAN DEVELOPMENT MECHANISM OF THE KYOTO PROTOCOL

The Government of the French Republic (hereinafter referred to as the French Party), and the Government of the Federative Republic of Brazil (hereinafter referred to as the Brazilian Party),

Recalling the Framework Agreement on cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil of 28 May 1996,

Stressing the need to preserve and improve the environment for this and future generations and the importance of sustainable development,

Recalling that the French Republic and the Federative Republic of Brazil are Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (hereinafter referred to as the Convention) and to the Kyoto Protocol (hereinafter referred to as the Protocol),

Aware that the global nature of climate change calls for the widest possible cooperation by all countries and their participation in an effective and appropriate international response, in accordance with their common but differentiated responsibilities and respective capabilities and their social and economic conditions,

Recalling the provisions of the Convention, in particular articles 4.3, 4.4, 4.5 and 11.5, that stress the importance of cooperation between developed and developing countries in addressing the issues of climate change,

In the light of article 12 of the Kyoto Protocol and Decision 17 adopted by the Seventh Conference of the Parties to the Convention (17/CP.7) on modalities and procedures for a clean development mechanism (CDM),

Committed to taking into account any decision relating to the implementation of article 12 of the Kyoto Protocol that may be adopted by the Conference of the Parties to the Convention (COP), the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Protocol (COP/MOP) or the CDM Executive Board,

Considering that CDM participation is voluntary and that it involves mutual and balanced cooperation,

Considering that CDM promotion will make an effective contribution to sustainable development and to the reduction of greenhouse gas emissions,

Desiring to express a political will to achieve lasting cooperation concerning the fight against climate change by promoting rapid and effective CDM implementation,

Have agreed as follows:

Article 1. Objective

1. The objective of this Agreement is to foster cooperation between the two Parties in the area of climate change, by establishing a process of regular policy-related consultations and by supporting the development and implementation of greenhouse gas emission reduction and sequestration projects in Brazil with the involvement of French and Brazilian operators, in accordance with article 12 of the Kyoto Protocol, as adopted on 11 December 1997.

2. Understanding that the issue and transfer of certified emission reduction units (CERUs) generated by a CDM project are the responsibility of the CDM Executive Board (CDMEB) after verification of the reduced emissions has been certified by a designated operational entity (DOE) and at the request of the participants in the project, the two Parties, once a potential CDM project, supported by French entities, is officially registered with CDMEB as a DCM project and has obtained CERUs, shall endeavour, if necessary, to facilitate the transfer to French entities of a share, as agreed upon with them, of the CERUs generated by the project.

3. These projects shall be designed in such a manner as to contribute to sustainable development in Brazil and implemented in a spirit of partnership between the two Parties.

Article 2. Bilateral Working Group

1. The Parties shall set up a Bilateral Working Group to discuss their respective positions concerning negotiations in the area of climate change and support the development and implementation of CDM projects involving participants from both countries. The Working Group shall include a focal point for each Party, to be appointed within two months following the signature of this Agreement, and representatives of the national authorities in charge of climate change issues in both countries.

2. The national focal points shall be responsible for all issues relating to the implementation of this Agreement in their respective countries.

3. The Bilateral Working Group shall meet at least once a year during conferences of Parties to the Convention or sessions of the subsidiary bodies of the Convention.

Article 3. Scope of implementation

1. Promotion of CDM projects: Decisions relating to the approval of a project and the issue and transfer of the corresponding CERUs shall be made in accordance with Decision 17/CP.7 and relevant decisions taken by COP, COP/MOP or the CDM Executive Board. The issue of an official letter of approval by the Brazilian Government for a CDM project shall conform to the regulations established by the Interministerial Commission on Global Climate Change, the Brazilian Designated National Authority for the CDM.

2. The Brazilian and French Parties shall keep each other informed about measures taken to fulfil the obligations provided for in the Marrakesh Agreements concerning CDM projects, particularly as regards the designation of the competent national authority.

3. This Agreement shall cover the period between 2005 and the end of the first commitment period provided for in the Kyoto Protocol (2012). The limitation of this period shall not, however, rule out the possibility of accruing emission reductions from the year 2000, in accordance with article 12.10 of the Protocol. Emission reductions from commitment periods beyond 2012 that are determined by decisions adopted by COP/MOP in accordance with article 3.9 of the Kyoto Protocol may also be covered by this Agreement, if still in force.

4. Policy-related consultations: Policy-related consultations shall take place at meetings of the Bilateral Working Group. The Parties shall exchange views on international negotiations on climate change, national and regional policies, and programmes and regulations in the area of climate change.

5. Cooperation in other matters related to climate change: Strengthening of cooperation in areas of climate change other than those referred to above is envisaged, particularly as regards matters discussed in the framework of the Convention.

6. The Parties undertake to continue any other form of cooperation undertaken for the purpose of combating climate change, in particular by the identification of greenhouse gas emission reduction projects in Brazil that do not give rise to emission rights and cooperation on energy, transport, and forestry waste management.

Article 4. Obligations of the French Party concerning CDM projects

The French Party, in consultation with the Brazilian Party, shall contribute to the development and rapid implementation of CDM projects in Brazil:

- (a) By fostering the participation of French operators in the development and implementation of CDM projects in Brazil;
- (b) By informing them about the portfolio of potential CDM projects in Brazil;
- (c) By informing them about the technical, institutional and financial conditions associated with the implementation of such projects;
- (d) By facilitating, where necessary, the repurchase of CERUs resulting from such projects by potential buyers.

Article 5. Obligations of the Brazilian Party concerning CDM projects

The Brazilian Party shall contribute to the development and rapid implementation of CDM projects:

- (a) By providing interested participants with relevant information for the identification and formulation of CDM projects;
- (b) By specifying national guidelines, criteria and acceptance procedures for CDM projects and by ensuring the effectiveness of the approval procedure, in accordance with article 12 of the Protocol and relevant decisions taken by COP, COP/MOP or the CDM Executive Board;
- (c) By providing French entities with information on national requirements and criteria established by the Brazilian Party for national approval of projects;

(d) By informing French entities about procedures for the formal approval of projects that fulfil the national criteria and comply with article 12.5 of the Kyoto Protocol and relevant decisions taken by COP, COP/MOP or the CDM Executive Board;

(e) By informing French operators and the French authorities of its portfolio of CDM projects.

Article 6. Exchange of information and views on CDM projects

The focal points shall meet regularly, particularly at Bilateral Working Group meetings, to discuss CDM projects. They shall discuss, while observing an appropriate degree of confidentiality, the following themes:

- (a) Potential investors and project participants;
- (b) The progress of projects and other activities carried out under this Agreement;
- (c) Sources of funding available for projects and the policy framework needed to facilitate access to such funding sources;
- (d) Criteria, procedures and guidelines for the approval of CDM projects;
- (e) Methodologies and mechanisms for determining emission baselines and project additionality and for monitoring and verification of net greenhouse gas emission reductions.

Article 7. Intellectual property rights

In the event that any joint activity involves access to, sharing, transfer or joint development of technology that is subject to patents or intellectual property rights, the activity in question shall be subject to the relevant national legislation.

Article 8. Settlement of disputes

Divergent interpretations of international regulations or issues relating to specific projects shall be discussed directly and without delay between the focal points. In the event of disputes between participants in a CDM project, the Parties shall do their utmost to reach consensus.

Article 9. Costs and expenditures

This Agreement does not entail any cost or expenditure on the part of the Brazilian and French Governments.

Any expenditure relating to the implementation of projects or cooperation actions contemplated herein shall be governed by a specific contract covering the project or action in question.

Article 10. Entry into force, renewal, termination, amendments and adjustments

1. This Agreement shall enter into force as of the date of signature and shall expire at the end of the first Kyoto Protocol commitment period. The Agreement shall be automatically renewable for successive five-year periods unless one of the Parties declares ten months before the end of a renewal period that it is not to be renewed.

Either Party may cease to implement this Agreement if it so informs the other Party in writing through the diplomatic channel ten months before the date on which, for it, implementation of this Agreement ceases.

This Agreement may be amended and supplemented by the Parties by mutual consent expressed in writing.

2. Neither the execution of CDM projects approved by the Parties during the period of implementation of this Agreement nor the validity or ownership of CERUs generated by such projects, in accordance with the contracts governing such projects and participants' national legislation, shall be affected by the denunciation of this Agreement.

Done at Paris, on 15 July 2005, in two copies, in the French and Portuguese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY
Minister for Foreign Affairs

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

CELSO AMORIM
Minister for Foreign Affairs

